

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU, PLUi et cartes communales (liste indicative d'informations à fournir)

1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée (ex pour les PLU : élaboration, révision , DP ou DUP...)	Type de document (ex : POS, PLU communal ou intercommunal, carte communale)	Territoire concerné
Révision	Plan Local d'Urbanisme	Commune de La Bâtie Rolland

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi	
Date de débat du PADD	9/10/2017 pour la communauté d'agglomération 30/08/2017 pour le conseil Municipal de La Bâtie Rolland
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	9 / 12 / 2017

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable (compétente pour conduire la procédure d'urbanisme)	Communauté d'agglomération de Montélimar	
Courriel	nelly.constant@montelimar.fr	mairie.lbr@wanadoo.fr

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1.Caractéristiques générales du territoire	
Nom(s) de la (ou des) commune(s) concernée(s)	La Bâtie Rolland (26031)
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population)	946 (INSEE 2014)
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	946 habitant permanents, 45 en lits touristiques marchands et 126 personnes en résidences secondaires.
Superficie du territoire	8,33 km ²

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ? *Annexe : la délibération engageant la procédure*

Les objectifs sont :

« Grenelliser » le PLU actuellement en vigueur,

Anticiper la compatibilité avec le PLH de Montélimar agglomération en cours de révision,

Renforcer les dispositions relatives à la préservation du caractère architectural et urbain du bâti historique et notamment du vieux village,

Produire une urbanisation réorientée en fonction des potentiels du territoire qui, dans le respect des grandes composantes naturelles et agricoles de la commune privilégie la continuité avec le cœur historique et ses faubourgs plutôt que l'urbanisation diffuse déconnectée fonctionnellement du bourg.

Définir les modalités d'urbanisation de manière qualitative, notamment dans la composition urbaine des zones A Urbaniser, dans la gestion de co-visibilités au sein des zones bâties, dans les liens entre services et zones d'habitat,

Favoriser l'évolution du bâti existant, pour une meilleure rentabilisation des espaces déjà partiellement ou totalement artificialisés,

Diversifier l'offre en logements pour assurer l'équilibre de la pyramide des âges notamment,

Assurer la continuité du développement économique en définissant une offre en terrains destinés à l'activité industrielle, commerciale et artisanale adaptés aux besoins,

Définir les moyens de développer l'hébergement touristique dans un contexte de carence, mesuré l'échelle intercommunale,

Protéger les espaces agricoles, lorsqu'ils ne constituent pas des secteurs stratégiques nécessaires à la concrétisation des grands enjeux de satisfaction des besoins en logements ou de développement économique,

Identifier et renforcer les continuités écologiques (trame verte et trame bleue) et renforcer la prise en compte des enjeux liés à la préservation de l'environnement naturel.

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU

Orientations générales des politiques d'urbanisme d'aménagement et d'équipement

L'objectif est de produire une urbanisation qui satisfasse les besoins en logements, assure le développement du tissu économique, du tourisme, des services, renforce la centralité du village, tout en s'inscrivant dans le fonctionnement du territoire, dans le respect des fondements de l'organisation historique de l'urbanisation et des grandes composantes agricoles et naturelles, des spécificités et des sensibilités de La Bâtie Rolland. Il s'agit aussi d'assurer la cohérence entre le projet urbain et les réseaux actuels ou projetés à court terme.

Orientations générales des politiques relatives à la démographie et à l'habitat

L'évolution démographique

Le P.L.U. créera les conditions d'une croissance démographique maîtrisée et équilibrée dans la répartition par classes d'âges, en s'appuyant sur le réel potentiel que dégagent la situation géographique privilégiée de La Bâtie Rolland au sein de Montélimar Agglomération, la présence d'une structure de services qu'il est prévu de renforcer et la présence d'un tissu économique.

La diversification de l'offre en logements

Cette diversification converge avec les objectifs de croissance démographique et d'équilibre de la pyramide des âges. Il s'agira de faciliter l'accès au logement du plus grand nombre et de produire un espace bâti à la fois agréable à vivre, globalement peu consommateur d'espace, diversifié, selon des typologies et des densités adaptées par quartier. Dans une perspective intercommunale, il s'agira également de participer à une juste part à l'effort de production de logements pour faire face à une véritable carence, notamment pour l'accès des plus jeunes comme des anciens à l'habitat, en propriété comme en locatif.

Les politiques de développement économique et commercial

A l'échelle de la communauté de communes, grâce à son ouverture sur Montélimar, la Vallée du Rhône, grâce à son poids démographique (près de 1000 habitants désormais) La Bâtie Rolland possède un véritable potentiel économique.

Pour affirmer l'emploi, en s'appuyant notamment sur l'emprise des zones d'activités actuelles, le P.L.U. définira :

les conditions d'accueil de nouvelles activités économiques,

des actions de renforcement de la centralité du village et de développement de la structure commerciale.

Le projet pariera également sur l'économie touristique, au travers d'un développement intégré de l'hôtellerie de plein air, sur un site :
qui bénéficiera du flux de la véloroute de la vallée du Jabron et demeurera assez proche du village, afin de favoriser les retombées économiques directes,
attractif, en permettant l'immersion dans l'espace rural bucolique de la commune.

Orientations générales des politiques de transports et de déplacements

L'objectif est d'assurer la cohérence entre le développement urbain et la structure viaire de la commune, les modes de déplacements des habitants :

- _en limitant la longueur des trajets liés aux déplacements motorisés entre la commune et les grands pôles d'emplois et de services,
- _en favorisant les déplacements intracommunaux sur des modes doux (marche à pied, bicyclette) dans les liaisons interquartiers, entre les bâtiments de services publics, les commerces et les zones d'habitat.

Les politiques de développement des loisirs

Le projet encouragera une urbanisation qui demeure ouverte sur les espaces naturels de la commune, sur le territoire rural et son éventail de loisirs de plein air, qui puisse tisser des liens avec les équipements sportifs et de loisirs propres au village. Il s'agira aussi de développer, au sein de la trame bâtie, les aires de jeux et parcs nécessaires à la qualité de vie dans le bourg comme dans les opérations d'aménagement à venir.

Les politiques de protection des paysages

Pour préserver l'identité de La Bâtie Rolland, son cadre de vie, le P.L.U. développera :

- _des mesures de protection et de mise en valeur des paysages, tant agricoles, naturels, qu'urbains,
- _des moyens d'intégration de l'urbanisation nouvelle, notamment de part et d'autre du chemin de la Vignerie,
- _des mesures d'intégration de l'urbanisation à vocation économique et touristique dans leurs zones dédiées.

Les politiques de protection des espaces agricoles, naturels, forestiers et des préservation des continuités écologiques

Dans un souci d'équilibres, outre des objectifs de développement urbain, le P.L.U. définira des mesures :
de préservation des espaces agricoles et naturels dans un contexte de pression foncière grandissante, lorsqu'ils ne constitueront pas des secteurs stratégiques nécessaires à la concrétisation des grands enjeux de satisfaction des besoins en logements ou en espaces d'activités économiques,
de préservation et de renforcement des grandes continuités écologiques (trames vertes et bleues).

Les objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain

Le P.L.U. satisfera les besoins en logements, en équipements et en développement économique en rentabilisant l'espace, bien non renouvelable, au travers, d'une densité qui s'inscrira dans celle de l'urbanisation récente et dans le comblement des dents creuses de l'espace bâti existant, pour ne consommer des espaces agricoles ou naturels que lorsque ce sera nécessaire à la concrétisation du projet.

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;
- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

Le PLU révisé s'inscrit dans une forme de continuité avec le PLU actuel, en développant la production de logements sous la forme d'opérations d'aménagement d'ensemble, le long du chemin de la Vignerie, voie équipée, sur une trame orthogonale.

Il introduit néanmoins des évolutions significatives : définition d'un petit secteur, dans le village, pour l'implantation d'un commerce multiservice, création d'un espace public et projet de pôle médical au Sud de l'école (à côté des nouvelles zones d'habitat), définition d'une zone destinée à un petit camping à proximité de la véloroute / voie verte. le recours systématique aux OAP (absentes du PLU actuel) pour les zones constructibles, permettra de mieux contrôler les formes urbaines et de mieux rentabiliser l'espace.

Le projet classe en TVB des espaces naturels, des boisements les plus intéressants et/ou les plus fragiles : ripisylves, coteaux, boisements sur pente...

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la CDPENAF, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) **ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?** (ex : procédure d'AVAP, de mise à jour du zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Le projet sera soumis à l'avis de la CDPENAF et fera l'objet d'une enquête publique conjointe avec la révision du Schéma Général d'Assainissement menée parallèlement à la révision du PLU.

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la <u>loi Montagne</u> ?	Non
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	Non
- une <u>DTA ou DTADD</u> ? Si oui, laquelle ?	Non
- un <u>SCoT</u> , un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la <u>loi « Grenelle 2 »</u> ?	Non
- un (ou plusieurs) <u>SDAGE ou SAGE</u> ? Si oui, le(s)quel(s) ?	Oui, le SDAGE Rhône Méditerranée. Pas de SAGE

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Le PLU en vigueur n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale.

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	L'objectif, en cohérence avec les orientations du PLH en cours de révision est une densité moyenne de 16 logements par hectare.
---	---

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	L'urbanisation projetée (celle destinée au logement) se situe au sein de l'enveloppe bâtie et dans son prolongement immédiat (pas de nouveau point d'accroche dans l'espace rural). L'emprise de la zone d'activités n'est pas agrandie et les aires de fonctionnement des entreprises isolées dans l'espace rural (Top semence notamment) ainsi que l'emprise de la carrière sont maintenues en l'état. Le projet de camping prélève environ 1,5 ha d'espace agricole.
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	La densité de 16 logements par hectare correspond à celle mesurée ces dix dernières années. Cette densité sera garantie par les OAP réalisées sur les zones AU, qui constituent l'essentiel du potentiel constructible du projet.
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	L'objectif démographique est +150 habitants à l'horizon 2029 (projection à 12 ans, soit 1117 habitants au total), pour une croissance annuelle moyenne de 1,2 % sur 12 ans. L'objectif correspond au potentiel du territoire. Il implique la production d'une centaine de logements. Avec la densité moyenne projetée de 16 logements par hectare, il faut 6,5 ha constructibles. Le PLU en produit 6,2. Le projet de camping s'appuie sur les perspectives de retombées touristiques de la véloroute du Jabron, la carence en hébergement à l'échelle de l'agglomération. Il recherche la proximité du camping avec le village (optimisation des retombées pour la commune). Le petit commerce projeté dans le centre comblera un déficit (pour une commune de presque 1000 habitants, qui n'abrite actuellement qu'une boulangerie).
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : oui / non ? Si oui :	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	Pour le logement : 1,6 ha de petits terrains classés en zone urbaine, insérés dans la trame bâtie (sans intérêt agricole ou naturel) et 4,6 ha de zones A Urbaniser, pour l'essentiel des terres agricoles mais choisies notamment pour leur enclavement ou quasi enclavement dans la trame urbaine. Le projet de camping s'étend sur environ 1,5 ha de zone agricole. Le projet de petit commerce est prévu sur un pré non cultivé de 0,19 ha situé dans la trame urbaine. La surface dédiée à la carrière (périmètre autorisé par arrêté préfectoral) est inchangée par rapport au PLU actuel, soit 14,4 ha, dont 9,6 ha sont aujourd'hui agricoles.
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (<i>densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...</i>) ont été préalablement examinées ?	L'inventaire des dents creuses de l'espace bâti a été réalisé. Il dégage une capacité de production de 26 logements sur les 100 nécessaires à la concrétisation du projet démographique. Très peu de logements vacants sont mobilisables et la commune n'a pas de friche urbaine. Le camping, par nature, ne peut se développer au sein de l'espace bâti (sa proximité avec la véloroute a été aussi un élément important du choix de localisation). La carrière demeure dans son emprise d'exploitation autorisée par le préfet.
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).	Concernant la carrière : sur les 14,4 ha de l'emprise où l'exploitation est autorisée par arrêté préfectoral, demeurent actuellement 9,6 ha agricoles. Aucun espace naturel n'est concerné par une zone constructible. Les zones constructibles en zones urbaines ne sont pas cultivées La plupart des zones A Urbaniser sont exploitées (voir le détail dans l'annexe 1 ci-jointe). En termes de déplacements (voir pages 16 et 17 du PADD) : en dehors de deux petites dents creuses au sein d'un quartier existant en limite Sud de la commune, toute l'urbanisation nouvelle est développée dans et autour du village, en s'appuyant sur un réseau de voirie bien dimensionné, sans interférence avec le trafic de transit porté par la R.D.540. (avec des carrefours sécurisés entre cette voie et le réseau secondaire). L'urbanisation projetée est irriguée par un réseau de voies douces existant (qui sera développé dans les zones AUh) permettant, depuis les zones destinées au logement, de rallier à pied ou en vélo l'école ou les commerces existants et projetés.

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone Natura 2000 ?		X	
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?		X	
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?		X	
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ?	X		ZNIEFF de type I numéro 26000028 représentée par le cours d'eau « Le Jabron ». Le ruisseau et la ripisylve sont protégés dans le projet de PLU (zone N + EBC + trame verte et bleue).
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?		X	
Continuité écologique connue ou repérée par la commune ou l'intercommunalité ou par un document de rang supérieur (SRCE, SCoT, DTA...) ?		X	
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR ?		X	Zones humides de l'inventaire DREAL. Ces zones humides sont protégées par un règlement spécifique qui interdit notamment leur assèchement ou leur mise en eau.

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, zone de présomption de prescription archéologique...) ?		X	
Site classé ou projet de site classé ?		X	
Site inscrit ou projet de site inscrit ?		X	
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		X	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		X	
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		X	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ?		X	

4.4. Ressource en eau

Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	X		Captage de la La Tour, situé dans la commune (alimente Montélimar). Dans le projet, les terrains concernés par les périmètres de protection immédiat et rapproché sont classés très majoritairement en zone agricole et le reste en zone naturelle (vers le ruisseau du Vermenon). Le périmètre de protection éloigné comprend une très faible fraction de la zone UB, dans un secteur déjà construit qu'il n'est pas prévue de renforcer. La zone de carrière est incluse dans le périmètre de protection éloigné du captage

4.4. Ressource en eau			
			Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		X	
De captages repérés par un SDAGE Ou un SAGE?		X	
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages?	X		La quasi totalité de l'espace agricole bénéficie de l'irrigation par l'eau du Rhône (réseau AEP indépendant). L'eau potable distribuée dans la commune provient de plusieurs captages gérés par un syndicat intercommunal (SMBRJ). La Bâtie Rolland représente 7,5% de la consommation d'eau potable à l'échelle du Syndicat. La ressource en eau qui alimente la commune est diversifiée, le réseau est maillé et la commune ne connaît aucun problème d'approvisionnement, y compris dans les périodes d'étiage. l'accueil des 150 habitants prévu sur 12 ans est tout à fait compatible avec la ressource en eau la capacité de distribution du réseau AEP.
Y a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ?			Aucun
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		X	
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	X		La commune est connectée à la station d'épuration intercommunale située à Montélimar. L'augmentation de la charge polluante qui découlera du projet se situe en deçà de la charge polluante autorisée par le maître d'ouvrage de la STEP (et La Bâtie Rolland ne représente qu'une petite fraction de la charge polluante totale traitée par la STEP, moins de 2%). Somme des charges entrantes à la STEP : 54570 EH Somme des capacités nominales de la STEP : 95000 EH. Les +150 habitants prévus auront donc une incidence négligeable et la charge polluante induite sera traitée par la STEP. En dehors de 2 petits terrains non raccordables au réseau (3000 m ² environ en assainissement autonome), toutes les zones constructibles sont raccordées.

4.5. Sols et sous-sol, déchets			
	Oui	Non	Si oui, lequel(s) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :			
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (base de données BASOL) ?		X	

4.5. Sols et sous-sol, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Anciens sites industriels et activités de services (<i>base de données BASIAS</i>) ?		X	
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?	X		Concernant la carrière : sur les 14,4 ha de l'emprise où l'exploitation est autorisée par arrêté préfectoral, demeurent actuellement 9,6 ha agricoles. La commune s'en tient au périmètre d'exploitation autorisé par le préfet, aucune extension de la carrière n'est envisagée.
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		X	

4.6. Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	X		Des zones inondables accompagnent les cours du Jabron et du Vermonon. Aucune urbanisation nouvelle n'y est programmée. Le couvert forestier de la commune est très faible et aucune urbanisation nouvelle n'est prévue dans les zones d'aléa de feux de forêt déterminées par la DDT 26.
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?		X	
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?	X		L'usine de production de semences "Top Semence" génère des poussières et des nuisances sonores. Cette usine relève des installations classées et des dispositifs de limitation des nuisances ont été déterminés dans le cadre de la réglementation propre aux installations classées. Aucune zone d'habitat nouvelle n'est prévue à proximité de la zone en dehors du comblement de deux dents creuses au sein d'un quartier existant, situé à l'ouest de l'usine (secteurs numérotés 9 et 10 dans l'annexe 1)
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?			Pas de PEB. La R.D540 est classée en catégorie 3 de l'entrée Ouest de la commune jusqu'à l'entrée Ouest du village. Aucune zone A Urbaniser n'est impactée par la zone de bruit. Seules de petites dents creuses au sein de la trame bâtie se situent dans la zone zone de bruit.

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		x	
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		x	
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		x	

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

6. Annexes (*rappel*)

Pour les élaboration ou révision de PLU ou PLUi ou de carte communale	Pour les PLU et PLUi : le projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU	<input type="checkbox"/>
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input type="checkbox"/>
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input type="checkbox"/>
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	<input type="checkbox"/>
Pour tous	La délibération prescrivant la procédure	<input type="checkbox"/>